

NOTE

du : Secrétariat
à : la Convention

Objet: Groupes de travail: "deuxième vague"

1. Le praesidium a communiqué à la Convention, le 17 mai, les mandats des six premiers groupes de travail (document CONV 52/02) et a invité les membres à participer à ceux-ci. Le 11 juillet, le président a informé la Convention que le praesidium estimait qu'il convenait de mettre en place à partir de septembre une deuxième série de quatre groupes de travail supplémentaires.
2. L'annexe du présent document contient les mandats des Groupes "Action extérieure" et "Défense" qui ont été établis à la lumière des observations formulées lors du débat tenu pendant la session plénière des 11 et 12 juillet. Cette annexe inclut également le mandat du Groupe "Simplification des procédures législatives et des instruments" qui a été défini en tenant compte du premier débat de la Convention consacré aux instruments les 23 et 24 mai (cf. document CONV 162/02) et qui sera révisé, le cas échéant, en fonction des résultats du débat des 12 et 13 septembre. (À toutes fins utiles, les membres de la Convention trouveront également en annexe le mandat du Groupe "Sécurité et justice" qui a déjà été diffusé sous la cote CONV 179/02).

3. Les modalités ci-après ont fait l'objet d'un accord:

Groupe VII	Action extérieure	
	Président:	M. Dehaene, vice-président
	Délai:	début décembre
	Secrétariat:	Giannella, van den Heuvel, de Peyron, Pilette
Groupe VIII	Défense	
	Président:	M. Barnier
	Délai:	novembre
	Secrétariat:	Giannella, Milton, Schiavo, Bartol
Groupe IX	Simplification	
	Président:	M. Amato, vice-président
	Délai:	début décembre
	Secrétariat:	Martinez, Arpio, Bribosia
Groupe X	Sécurité et justice	
	Président:	M. Bruton
	Délai:	novembre
	Secrétariat:	Passos, de Poncins, Ladenburger

4. Le critère qui doit guider la composition des groupes de travail demeure celui des connaissances spécialisées. Le præsidium invite les membres titulaires et suppléants ainsi que les observateurs de la Convention à exprimer leur intérêt à participer à l'un des quatre nouveaux groupes de travail (en indiquant un ordre de préférence au cas où leur intérêt se porterait sur plus d'un groupe). Cette information devrait être communiquée avant le mardi 3 septembre au Secrétariat de la Convention, à l'attention de Mme Martinez Iglesias (courrier électronique: maria-jose.martinez-iglesias@consilium.eu.int /fax: +32.2.285.5060). Le præsidium établira la composition des groupes sur la base des éléments susmentionnés, de manière à assurer l'équilibre indispensable entre les différentes composantes, et les quatre nouveaux groupes de travail seront mis en place officiellement lors de la session plénière des 12 et 13 septembre.

Groupe de travail No VII "Action extérieure"

Président: Vice-Président Dehaene

MANDAT

1. Comment doivent être définis et élaborés les intérêts de l'Union?
2. Comment assurer la cohérence de l'action de l'Union, en coordonnant tous les instruments dont elle dispose (y compris l'aide au développement, l'action humanitaire, l'assistance financière, la politique commerciale etc.)?
3. Comment assurer que le processus décisionnel permette à l'Union d'agir de façon rapide et efficace sur la scène internationale? Dans quelle mesure le recours à la méthode communautaire pourrait-il être étendu à d'autres domaines d'action et rendu plus efficace? Quels assouplissements peut-on envisager par rapport à la règle de l'unanimité?
4. Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience faite avec la création du poste de Haut Représentant pour la PESC? Quelle marge d'initiative peut lui être reconnue? Comment assurer qu'il dispose des ressources, y compris financières, nécessaires?
5. Quelles modifications dans les arrangements pour la représentation extérieure de l'Union seraient de nature à renforcer l'influence de l'Union au plan international? Comment atteindre une meilleure synergie entre l'activité diplomatique de l'Union et celle des Etats membres?

Groupe de travail No VIII "Défense"

Président: M. Michel Barnier

MANDAT

1. Quelles missions, au-delà des tâches de Petersberg, peuvent être envisagées pour l'Union en matière de défense?
2. L'Union ayant décidé de se doter d'une véritable capacité opérationnelle, y compris une capacité militaire, comment assurer que les Etats membres aient les capacités militaires nécessaires pour garantir la crédibilité de la politique de défense de l'Union? Doit-on envisager, en nous inspirant de ce qui a été fait pour l'Union monétaire, d'établir des critères d'admission et un pacte auquel il faudra par la suite se conformer?
3. Doit-on prévoir la possibilité d'étendre la coopération renforcée au domaine de la défense?
4. Comment garantir un processus de prise de décision rapide pendant la conduite d'une opération de gestion de crise?
5. Comment assurer la cohérence de la planification des opérations de gestion de crises conduites par l'Union?
6. Par quelles voies assurer une plus grande efficacité et une économie d'échelle dans l'acquisition, la recherche et le développement des armements? Convierait-il d'envisager dans ce cadre la création d'une Agence européenne de l'armement?

Groupe de travail No IX "Simplification des procédures législatives et des instruments"

Président: Vice-Président Amato

MANDAT

1. Comment réduire le nombre de procédures législatives prévues par le Traité? Peut-on simplifier certaines procédures?

En particulier:

- en supprimant la procédure de coopération?
- en généralisant, en matière législative, la procédure de co-décision?
- en généralisant la majorité qualifiée à toutes les bases juridiques qui prévoient la co-décision?
- pour la procédure de co-décision, en simplifiant les procédures pour les réunions du comité de conciliation? Quels autres allègements peut-on prévoir?
- comment simplifier la procédure budgétaire? Y-a-t-il lieu, en particulier, de maintenir un traitement différencié des différentes catégories de dépenses?

2. Comment réduire le nombre d'instruments juridiques visés dans les traités? Peut-on leur donner une dénomination qui indique plus clairement leur effet?

Groupe de travail No X "Espace de liberté, sécurité et justice"

Président: M. John Bruton

MANDAT

1. Quelles améliorations serait-il nécessaire d'apporter aux traités afin de favoriser la véritable mise en place d'un espace de liberté, sécurité et justice dans toutes ses composantes ?
 2. Et notamment, quelles améliorations serait-il nécessaire d'apporter aux instruments et aux procédures ?
 3. Comment pourrait-on, par exemple, mieux identifier les questions dans le domaine pénal qui appellent une action au niveau de l'Union? Selon quelles modalités serait-il possible d'accroître la coopération judiciaire pénale ?
 4. Quelles adaptations pourrait-on apporter aussi au texte des dispositions du Traité définissant la compétence communautaire notamment en matière d'immigration et asile?
-